

3 - Emploi et productivité dans la crise : une comparaison internationale

Il nous reste maintenant à étudier les effets sur l'emploi des efforts réalisés, à localisation sectionnelle ou sectorielle donnée, pour accroître la productivité. La croissance de celle-ci est en effet considérée souvent comme un impératif catégorique. D'une certaine façon, elle l'est, en tant qu'expression de la tendance de l'économie capitaliste à économiser le travail nécessaire. Ce qui est en question ici, c'est l'argument justificateur conjoncturel : devant le plafonnement de la demande mondiale, l'expansion se réduit à l'expansion des parts de marchés mondiales. Or, les parts de marché résultent de la compétitivité. Et la compétitivité dépend :

- du taux de change,
- du pouvoir d'achat des salariés,
- de la productivité relative (par rapport aux économies concurrentes).

Le premier facteur a déjà été évoqué. Le second est fort peu « manœuvrable », il est même d'un effet théoriquement douteux. Il faut être sûr que ce qui est perdu en croissance sur le marché intérieur à cause d'une baisse du pouvoir d'achat des salariés est compensé par des gains supérieurs sur les marchés extérieurs (48). De plus, nous l'avons dit, une telle stratégie de compétitivité aurait des effets désastreux si elle se généralisait à tous les pays... Restent les gains de productivité. C'est donc à l'évolution de la productivité dans la crise que nous allons nous attacher.

Premier constat : la crise s'accompagne d'une baisse générale du taux de croissance de la productivité (mesurée par le produit par tête). Une baisse en « aile de mouette » : d'abord une baisse brutale en 1974, liée à l'inertie des effectifs par rapport à la récession de la production, puis un rattrapage en 1975, puis l'alignement sur un « trend » inférieur au trend antérieur. Le ralentissement ne peut donc être réduit à un simple effet à court terme de « cycle de l'emploi » : le taux de moyenne période sur 6 ans (1974-1979) est bien inférieur au taux antérieur (1963-1973). Et cela pour tous les pays (tableau 8 en ce qui concerne les « grands » de l'OCDE, tableau 9 en ce qui concerne la CEE), mais aussi pour tous les secteurs (49), et en particulier pour l'industrie (tableau 10) et le PIB (tableau 11).

Tableau n° 8 bis

**EMPLOI ET PRODUCTIVITE. ENSEMBLE DE L'ECONOMIE,
POURCENTAGES DE VARIATION, TAUX ANNUELS MOYENS (O.C.D.E.)**

	Moyenne 1963- 73	Variations par rapport à l'année précédente						Moyenne 1973- 79 (a)
		1974	1975	1976	1977	1978	1979	
Etats-Unis								
Emploi	2.2	1.8	-1.3	3.2	3.5	4.2	2.75	2.3
PNB/Emploi	1.9	-3.9	-0.5	2.8	1.3	-0.2	0	0.1
Japon								
Emploi	1.4	-0.6	-0.2	0.9	1.3	1.2	1.	0.6
PNB/Emploi	8.7	-1.3	2.6	5.4	4.0	4.3	4.50	3.3
Allemagne								
Emploi	0	-1.9	-3.3	-1.0	-0.2	0.3	0.50	-1.1
PNB/Emploi	4.6	2.5	0.1	6.7	2.7	3.1	3.25	3.1
France								
Emploi	0.9	1.1	-1.1	0.1	0.6	0.2	0.25	0.1
PNB/Emploi	4.6	2.8	1.2	5.1	2.4	3.1	2.75	2.7
Royaume-Uni								
Emploi	-0.1	0.4	-0.6	-0.9	0.4	0.3	0.25	0.1
PNB/Emploi	3.0	-0.2	-1.2	2.3	0.6	2.1	0.25	0.5
Canada								
Emploi	3.3	4.3	1.9	2.3	1.8	3.3	3.25	2.8
PNB/Emploi	2.4	-1.4	-0.8	2.5	0.9	0	0.25	0.5
Italie								
Emploi	-0.6	2.2	0.5	0.7	1.0	0.6	0.75	1.0
PNB/Emploi	5.4	1.2	-4.0	4.9	1.0	1.9	3.50	1.5

a) Les données pour 1979 sont des prévisions.
b) Grande-Bretagne, salariés.
c) Sur la base de la croissance du PIB à l'exclusion du pétrole de la mer du Nord.

Sources : Perspectives économiques de l'OCDE.

Tableau n° 9

**TAUX ANNUELS DE VARIATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE L'EMPLOI
DANS L'ENSEMBLE DES BRANCHES (CEE)**

Pays	Périodes					
	61-67	68-73	74-77	61-70	71-77	
RFA	4.0	4.7	3.3	4.5	3.5	Productivité
	-0.1	0.5	-1.6	0.2	-0.9	Emploi
France	4.9	4.6	2.9	4.8	3.6	Productivité
	0.5	1.0	-0.1	0.7	0.3	Emploi
Italie	6.2	4.7	1.4	6.0	2.5	Productivité
	-0.7	0.0	0.7	-0.4	0.4	Emploi
Pays-Bas	3.4	4.9	2.8	3.9	3.5	Productivité
	1.1	0.6	-0.1	1.2	-0.1	Emploi
Belgique	3.7	5.2	2.2	4.2	3.3	Productivité
	0.7	0.5	-0.2	0.6	0.2	Emploi
Royaume-Uni	2.5	3.6	0.4	2.6	2.0	Productivité
	0.5	-0.0	-0.1	0.2	0.0	Emploi

Source : Boyer, Petit. Emploi et productivité dans six pays de la CEE. Op. cit.

On pourrait croire que ce résultat est un simple reflet « kaldorien » de « l'aile de mouette » parallèle de la production : puisque le taux de croissance de la production ralentit, celui de la productivité aussi. Or, la comparaison internationale montre que la réalité est plus complexe. Les Etats-Unis (dont la croissance s'est le moins ralentie) ne sont pas ceux où la productivité a crû le plus vite. En revanche, et c'est beaucoup plus désagréable, *une corrélation négative apparaît entre l'emploi et la productivité*. L'effort de rationalisation, par élimination des effectifs « sur-numéraires » et investissements de productivité, a un effet *défavorable* sur l'emploi global. Les tableaux 8 et 9 montrent deux exemples contrastés (les Etats-Unis qui ont joué l'emploi contre la productivité, la RFA l'inverse) et deux contre-exemples significatifs et pas du tout inattendus : le Japon qui concilie croissance de la productivité et (très faible, mais pas négative) croissance de l'emploi, et le Royaume-Uni entraîné dans son cercle vicieux dû à la faiblesse initiale de sa productivité et de son marché intérieur. La France occupe une position intermédiaire (50).

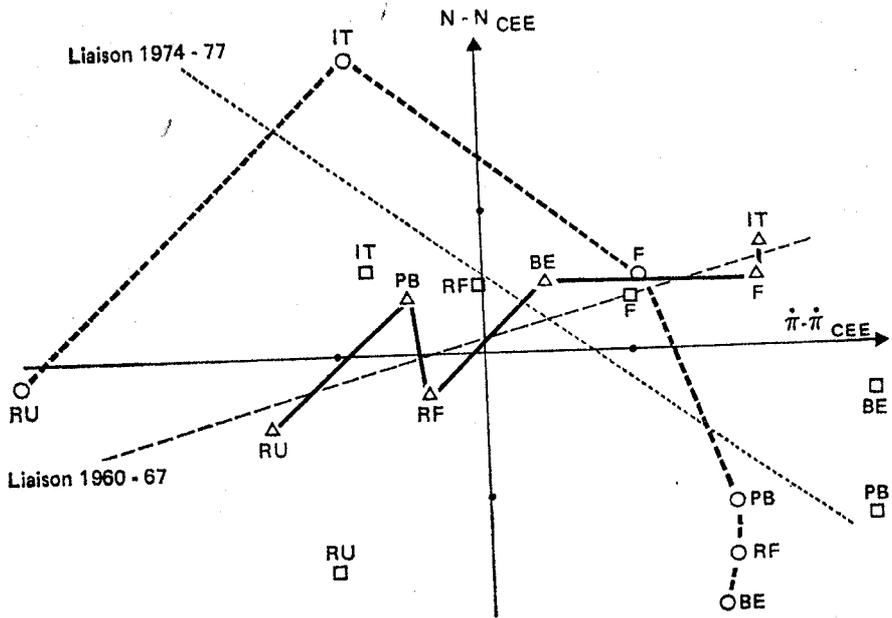
Tableau n° 10

**TAUX ANNUELS DE VARIATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE L'EMPLOI
DANS L'INDUSTRIE**

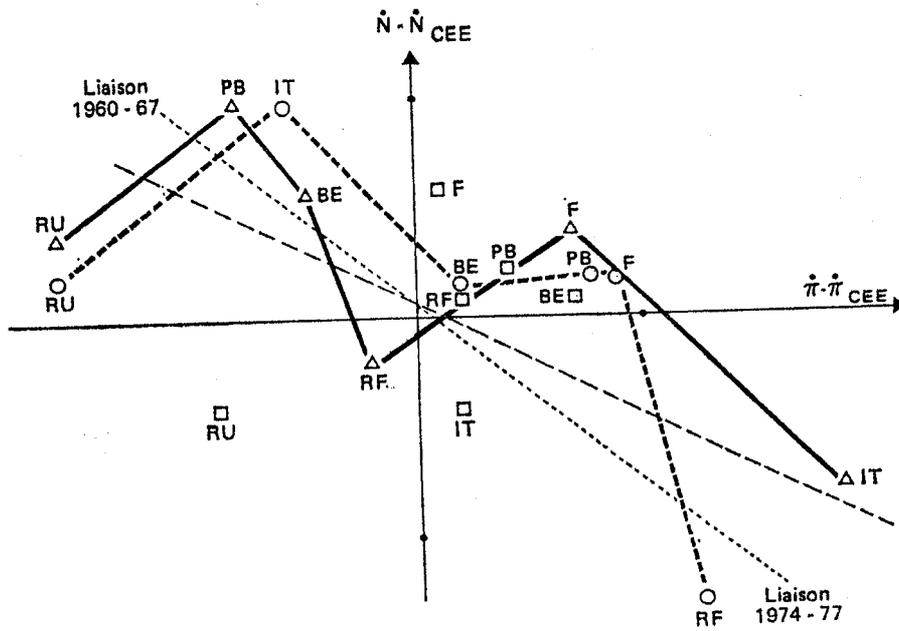
Pays	Périodes		74.77	61-70	71-77	
	61-67	68-73				
RFA	4.2	5.4	4.5	5.0	4.3	Productivité Emploi
	-0.2	1.0	-2.9	0.6	-1.8	
France	6.6	6.4	3.9	6.8	4.5	Productivité Emploi
	0.6	0.9	-1.0	0.7	-1.1	
Italie	6.6	4.5	1.9	5.9	3.2	Productivité Emploi
	0.8	1.1	0.6	1.2	0.4	
Pays-Bas	4.1	8.1	4.5	5.6	5.5	Productivité Emploi
	0,5	-0.7	-2.6	0.6	-2.4	
Belgique	5.0	8.6	4.4	6.4	5.8	Productivité Emploi
	0.6	0.2	-3.2	0.6	-1.9	
Royaume-Uni	3.1	4.3	-0.3	3.1	2.1	Productivité Emploi
	-0.4	-1.0	-1.6	-0.2	-1.8	

Mais il faut y regarder de plus près. Une première et très grossière désagrégation sectorielle (appliquée à la banque de données CEE) permet d'isoler l'industrie proprement dite (hors énergie et BTP). Ici, le résultat est parfaitement net (tableau 10). A la période de croissance du régime d'accumulation intensive, où la productivité et la croissance liées avaient un effet assez neutre sur l'emploi (quoiqu'une tendance générale à la « désindustrialisation » se soit manifestée dès le début des années 70), succède dans la crise un véritable arbitrage (à croissance faible) : ou l'emploi, ou la productivité (graphique 18). Si on excepte le cas du Royaume-Uni, touché depuis longtemps par la désindustrialisation jointe à une faible croissance de la productivité, tous les pays de la CEE sont frappés par la désindustrialisation (sauf l'Italie), mais se polarisent en deux groupes : ceux qui sacrifient, parfois très lourdement, l'emploi à la productivité (RFA, Belgique, Pays-Bas), et celui qui fait le choix inverse : l'Italie. La France occupe là encore une position intermédiaire (51). Ces résultats sont conformés et précisés par la construction de « fonctions d'emploi » combinant le niveau de la production, un trend de productivité et un retard à l'ajustement par rapport à l'année antérieures (52). On constate qu'après un effet « choc », l'Allemagne rejoint son trend antérieur, tandis que la France et le Royaume-Uni voient la

Graphique n° 18



Différentiels de croissance de la productivité et d'évolution de l'emploi dans l'industrie : un lien positif de 1960 à 1967, négatif de 1974 à 1977 ?



Différentiels de croissance de la productivité et d'évolution de l'emploi dans l'ensemble de l'économie : une liaison apparemment négative

Légende :

En ordonnée : $(\dot{N} - \dot{N}_{CEE})$ = différence des taux de variation de l'emploi entre le pays considéré et la moyenne CEE.

En abscisse : $(\dot{\pi} - \dot{\pi}_{CEE})$ = différence des taux de variation de la productivité apparente du travail entre le pays considéré et la moyenne CEE.

- △ : période 1960-1967.
- : période 1968-1973.
- : période 1974-1977.

- RF : RFA.
- F : France.
- IT : Italie.
- PB : Pays-Bas.
- BE : Belgique.
- RU : Royaume-Uni.

Source : Boyer, Petit : « Emploi et productivité dans la CEE ». Economie et Statistique n° 121, 1980.

croissance de la productivité se ralentir durablement, tandis que la Belgique et l'Italie, après un décrochement non rattrapé, vers le haut pour la Belgique, vers le bas pour l'Italie, rejoignent le trend antérieur. Ainsi, la crise a eu des effets très contrastés dans l'industrie selon les pays : en Italie, en France, on assiste à une rigidification des effectifs (au moins jusqu'en 1977), en Belgique au contraire elle provoque la rupture de cette rigidité : d'où les gains de productivité, accompagnés d'une croissance vertigineuse de chômage (qui dépasse les 10 % de la population active).

On n'observe rien de si clair dans le BTP (tableau 11), qui obéit, on l'a dit, à des logiques exogènes, variables d'ailleurs selon les pays.

Tableau n° 11

**TAUX ANNUELS DE VARIATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE L'EMPLOI
DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS**

Pays	Périodes					
	61-67	68-73	74-77	61-70	71-77	
RFA	3.3	3.8	3.5	3.1	4.0	Productivité
	0.5	0.2	-5.4	0.5	-3.1	Emploi
France	4.0	2.3	2.4	3.4	2.4	Productivité
	3.0	0.5	-1.8	2.5	-1.2	Emploi
Italie	2.2	2.9	-0.5	2.1	1.4	Productivité
	1.1	-1.5	-1.2	1.2	-2.5	Emploi
Pays-Bas	4.1	2.0	0.5	3.1	1.7	Productivité
	2.7	0.1	-1.4	2.6	-1.7	Emploi
Belgique	1.8	3.5	1.8	2.1	2.8	Productivité
	2.9	-0.7	1.2	2.1	0.0	Emploi
Royaume-Uni	2.8	1.2	-2.0	2.9	-1.5	Productivité
	1.5	0.0	-2.4	0.1	0.0	Emploi

Une autre manière d'envisager la rupture de la cohérence « fordiste-keynésienne » du régime d'accumulation intensive, avec l'internationalisation au sein de la crise, est de revenir aux relations de Kaldor, évoquées plus haut, entre croissance de la productivité et croissance de la production. Nous avons vu, en ce qui concerne l'Europe avant la crise, une élasticité générale de l'ordre de 0,8 sans terme constant significatif. L'introduction de la période de crise (1974-1977) ramène l'élasticité à 0,64 et introduit un terme constant significatif : la productivité baisse moins qu'elle ne l'aurait dû sous l'influence du ralentissement de la production. Le phénomène se visualise sur les graphique 19 : les pays déjà cités (RFA, Belgique, Pays-Bas) régressent avec une pente plus faible (donc en conservant mieux leur croissance de la productivité) qu'ils n'avaient progressé, l'Italie et le Royaume-Uni régressent aussi « verticalement ».

Ce type de graphique peut être étendu sur plus longue période à l'OCDE (graphique 20), malheureusement avec d'autres sources (54). On constate alors deux figures très contrastées :

— L'évolution parfaitement linéaire sur une droite croissante, à des taux de 1 à 3,5 % pour la productivité et 0,5 à 7 % pour la production, des points représentatifs des Etats-Unis : un régime d'accumulation auto-centré et mûr.

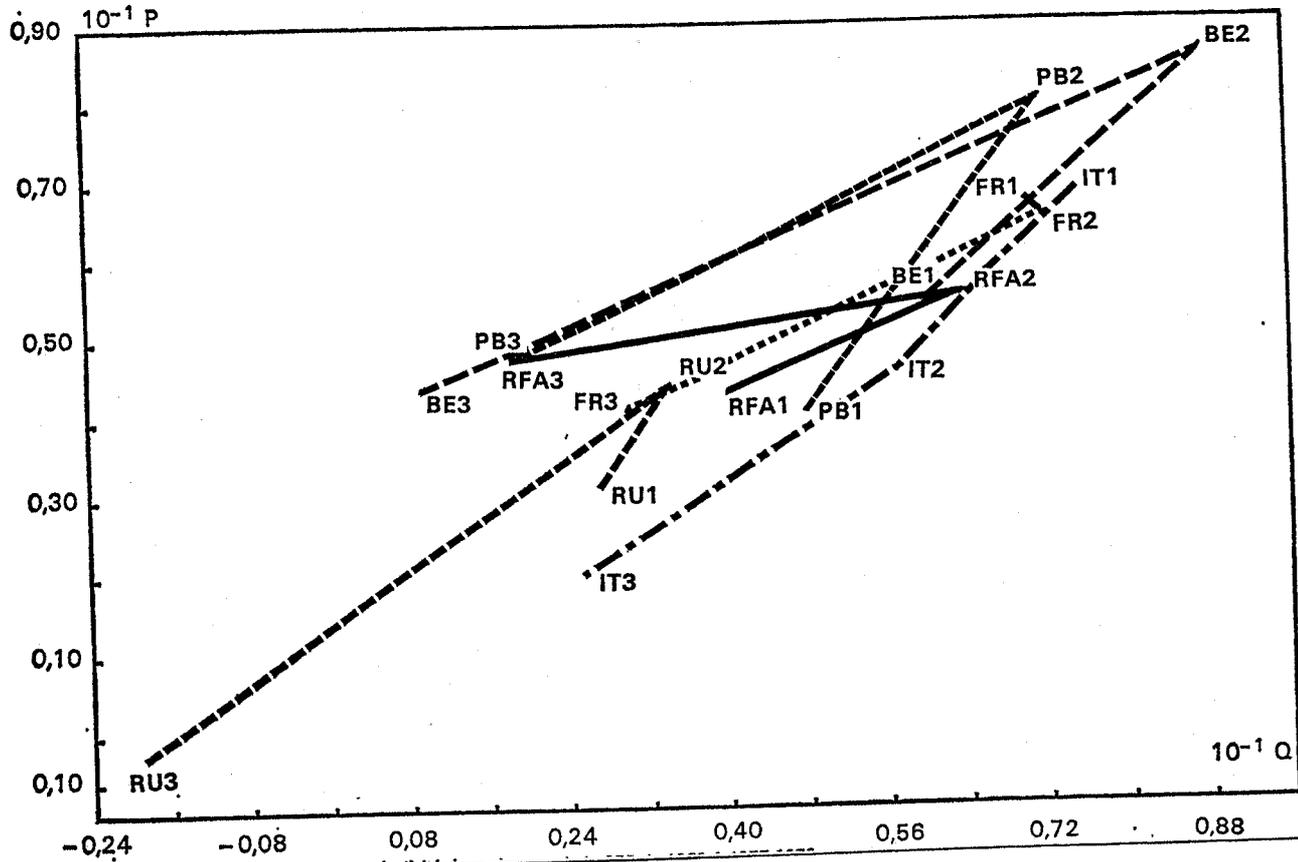
Graphique n° 19

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITE ET CROISSANCE DE LA PRODUCTION

sur les 3 sous-périodes } de la production en abscisse Q
 } de la productivité en ordonnée P

Taux de croissance moyen { 1: 60-67
 } 2: 68-73 pour les 6 pays { RF Rep. Fed. Al.
 } 3: 74-77 { FR France
 { IT Italie
 { BE Belgique
 { RU Royaume-Uni

INDUSTRIE



Périodes 60-67, 67-73,	$P = \frac{0.82}{(0.11)} Q + 0.7$	$R^2 = 0.85$	$DW = 1.5$
périodes 60-67, 67-73, 73-77	$R = \frac{0.64}{(0.09)} Q + \frac{2.0}{(0.5)}$	$R^2 = 0.76$	$DW = 1.9$
(Tous pays)			

Source : Boyer, Petit : « Emploi et productivité dans la CEE », Economie et Statistique n° 121, 1980.

— L'évolution sur une droite horizontale de la RFA, à des niveaux supérieurs aux Etats-Unis (55) : un « centre » autonomisé, où la croissance de la productivité, à la poursuite des Etats-Unis et peut-être au-delà, n'est plus dépendante de la croissance des débouchés internes, mais de la lutte pour se maintenir constamment au cœur du système économique mondial.

Entre ces deux régimes nationaux contrastés, signalons :
 — L'envolée des Pays-Bas qui se hissent verticalement dans les années 60 à des rythmes de croissance de la productivité plus élevés que ceux

de la RFA, au prix d'un effort d'adaptation considérable au marché mondial.

— L'effort incomparablement moindre de la France.

4 - Conclusion provisoire

Ainsi, deux voies semblent s'offrir depuis l'ouverture de la crise :

— la recherche de la compétitivité internationale à tous prix par la rationalisation du système productif ;

— la recherche du plein emploi interne.

Il apparaît clairement qu'à moyen terme au moins (et pas seulement à court terme) ces deux politiques sont antagoniques, à salaires relatifs constants du moins. Il faudra pourtant examiner si les bons résultats de l'Italie à l'exportation ne tiennent qu'à une politique de bas salaires négociée avec les syndicats en échange de l'emploi. Il faudrait pour cela s'affranchir des sources biaisées que constituent les statistiques officielles, étant donné l'importance considérable du travail « clandestin », y compris à l'exportation. Ce travail clandestin ne se caractérise pas seulement par de bas salaires et la violation des législations sociales et fiscales, mais souvent aussi par une technicité et une productivité analogues au secteur officiel. En tous cas, l'exemple de la RFA, des Pays-Bas et de la Belgique livre un enseignement parfaitement clair : si par « politique offensive » il faut entendre une « adaptation » microéconomique au marché mondial, alors on va vers des taux de chômage jusqu'ici inconnus en France (et auxquels la RFA n'échappe que pour des raisons démographiques, du côté de la demande d'emplois).

Cela ne signifie nullement que compétitivité internationale et création d'emplois soient incompatibles. Car il faut prendre en compte, l'exemple du Japon nous y invite, l'autre grande dimension de l'internationalisation : la localisation sectionnelle. Si le Japon parvient à concilier une productivité exceptionnelle et la défense de l'emploi, c'est qu'il a su opérer en quelques années une reconquête des conditions intérieures de la maîtrise des filières. Maître de son marché intérieur des biens d'équipement, il peut se spécialiser dans telle ou telle branche exportatrice avec une longueur d'avance du point de vue des normes de productivité. Mais un tel résultat est le fruit d'une politique industrielle ultra-volontariste qui présuppose des conditions sociales particulières.

Reste, pour explorer plus concrètement les conséquences sectorielles des analyses précédentes, à préciser de nouvelles dimensions de l'espace économique : celles du marché du travail.

Graphique n° 20

CROISSANCE ET PRODUCTIVITE EN MOYENNES PERIODES DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

